

# Le renseignement de source humaine, espoirs et problèmes

Le contexte relativement permissif des opérations extérieures a provoqué une explosion du nombre des intervenants **dans le domaine du renseignement d'origine humaine**. Les comptes-rendus et RETEX relatifs à ce volet de l'activité de renseignement relèvent, d'une manière récurrente, **des difficultés de "déconfliction" des acteurs, d'orientation de la recherche, enfin des insuffisances en termes de compétence**.

Par ailleurs, la multiplicité des acteurs et l'extrême variété des informations obtenues, la sensibilité de l'emploi de capteurs humains rendent difficile la bonne compréhension par le chef interarmes de la problématique du recueil du renseignement humain.

Cet article, sans faire le tour du problème, vise à **éclaircir quelques notions de base, apporter des éclairages sur les problèmes actuels ainsi qu'à fournir quelques mises en garde** destinées à tempérer l'engouement envers cette branche de la recherche.

PAR LE COLONEL EMMANUEL POU CET (BRIGADE DE RENSEIGNEMENT)

## ROHUM, de quoi s'agit-il ?

En préalable il convient de préciser ce que l'on entend par "renseignement d'origine humaine". Pour cela, il faut partir de la terminologie officialisée par le "concept d'emploi du renseignement en appui des opérations aéroterrestres" (EMAT - décembre 2003), déjà proposée par la "grille d'emploi de la recherche humaine" de 2001 (document CFAT).

Le vocable français "ROHUM" englobe **à la fois le renseignement acquis par un mode "conversationnel", ou "ROHUM-C", pour lequel un capteur humain interroge une source humaine, et le renseignement acquis par l'observation sans contact avec l'adversaire (ROHUM-R)**. On peut regretter cette confusion fréquente entre la typologie du renseignement et celle de la recherche, alors qu'il n'y a pas équivalence, mais, pour l'instant, on n'a pas trouvé mieux.

Cependant, la multinationalisation des opérations et l'usage de mots et concepts de l'OTAN ou d'origine anglo-saxonne ont troublé la lisibilité des faits par un usage extensif du terme "HUMINT". Or ce vocable ne recouvre que la partie "renseignement conversationnel". L'**usage abusif du vocable "HUMINT"** dissimule donc deux modes d'action forts différents.

Le recueil des informations<sup>1</sup> par mode conversationnel est à la portée de tout le monde et, de fait, souvent pratiqué par tout un chacun ; c'est après tout le premier vecteur de communication. Pour traiter l'affaire en boutade, on pourrait dire que M. JOURDAIN faisait en son temps "de la prose sans le savoir", mais aussi, sûrement, du renseignement sans le savoir (pardon, du recueil d'informations). Ceux qui ont bien lu la pièce, toutefois, se souviennent que parce que M. JOURDAIN fait (approximativement) de la prose depuis 45 ans sans le savoir, il croit être capable de faire (bien) de la poésie au débotté (Cf. son sonnet amoureux à la marquise).

Cette prétention qui fait rire, dans son cas, est cependant fort répandue dans notre armée de terre en ce qui concerne le "renseignement humain", au sens commun, ce qui est plus regrettable.

En effet, tout un chacun n'est pas apte à :

- communiquer,
- recueillir des informations d'un individu consentant et a fortiori non consentant ;
- faire le tri dans un flot d'informations orales, imparfaites, incomplètes ou fausses.

**Il n'est pas facile d'amener un adversaire à dévoiler lui-même ses informations**. Pour s'en convaincre, il suffit de penser aux témoignages que l'on obtient sur

la scène d'un crime ou d'un accident. Bien souvent ces informations sont fragiles, incomplètes, inexactes, voire imaginées et parfois délibérément fausses. La relation "source-captteur" est également très similaire à la relation "indicateur-policiers". D'une certaine manière la recherche du renseignement humain "conversationnel" est proche des techniques de police. Il doit être orienté, recoupé, vérifié, mis en doute. Le capteur lui-même doit savoir prendre de la distance avec sa source, quand ce n'est pas l'employeur du capteur qui doit prendre de la distance avec le capteur ! On voit cela très bien dans les bons films policiers.

Enfin, même si la méthodologie de la *recherche* est bonne, on ne dispose encore que d'un bon stock d'informations, on n'a pas encore du renseignement, car c'est là qu'intervient l'*exploitation*, sujet que je ne développerai pas.

## Essai de classification des types de capteurs

Dans un premier temps, il est **nécessaire d'effectuer une classification si possible rationnelle et pratique des capteurs**, ceux identifiés comme tels et ceux qui le sont de fait. Cela aide notablement à la rédaction des missions, à la définition des rôles, des règles d'engagement et des procédures de mise en oeuvre. Pour cela, il n'est pas forcément nécessaire d'être original, on peut s'inspirer de la "grille d'emploi de la recherche humaine", déjà citée, cela à la lumière de son objectif qui reste d'actualité : en mettant en regard la ressource humaine disponible d'une part, la demande opérationnelle d'autre part, adapter les capacités que doit détenir le module d'emploi en fonction de la difficulté/sensibilité de la mission à accomplir.

**Pour aller du plus spécialisé au moins spécialisé :**

- 1. Une seule unité de l'armée de terre a pour premier et seul métier le renseignement en mode "conversationnel"** (GRIP, oeuvrant selon le manuel d'emploi TTA 970). Le personnel de cette unité est soumis à des tests psychologiques et intellectuels qui ont pour but de vérifier leur aptitude à cette mission. Ils reçoivent une formation adaptée qui fait appel aux techniques de la communication et de l'entretien, ils sont particulièrement sensibilisés sur les particularités des sources humaines et sur la sécurité. Le personnel de cette unité doit être utilisé sur des cibles "à haute valeur ajoutée". Enfin ce sont les seuls qui pourraient être appelés à interroger des prisonniers<sup>3</sup>. Ce type de mode d'action exige une éthique professionnelle solide et une capacité forte à se distancier du vécu de la mission.
- 2. En second lieu, on trouve les unités de renseignement spécialisées dans la recherche humaine par l'observation furtive**, infiltrées dans la profondeur du dispositif adverse, mettant en oeuvre des techniques et des procédures élaborées qui préservent leur discrétion. Dans le cadre des phases de stabilisation, ces unités pratiquent couramment le métier du renseignement humain par mode conversationnel. Elles sont par culture sensibles à la notion d'orientation, de "déconfliction", de recoupement, de vérification, aux exigences de discrétion, de respect des procédures et elles possèdent un véritable fonds de savoir-faire renseignement. Ces unités sont très bien préparées à leur mission.

Toutefois, il est bon de relever que l'*entretien* est un métier bien particulier et assez différent de leur métier de base, puisqu'il implique le contact avec l'adversaire. Elles doivent donc "se recycler", par exemple sous forme de *formation d'adaptation*, pour pouvoir être engagées au mieux.

- 3. La troisième catégorie de capteurs est constituée par le personnel des cellules de renseignement de tous niveaux** qui, de par leur métier et leurs contacts, sont à même de recueillir des informations. Ce personnel est **parfois** titulaire de qualifications renseignement. Pour ce qui concerne les contacts qu'ils peuvent avoir, il importe qu'ils aient une formation sur ce mode d'acquisition de l'information. Il faut également qu'ils sachent garder la distance déjà indiquée, car cette **confusion de rôle** entre "chefs de l'exploitation" et capteur individuel est fondamentalement malsaine, même si elle est parfois nécessaire en raison de leur fonction au sein de l'état-major.



SIRPA TERRE

Dans tous les bons “services”, on apprend en effet, dès la formation de base, qu’il est nécessaire de séparer *recherche* et *exploitation* pour ne pas se laisser intoxiquer (par l’ENI, les faux amis et surtout par soi-même).

Enfin, je ne sais pas s’il faut évoquer d’autres acteurs (à confirmer après prise en compte de leur concept/doctrine actuellement en cours de définition au CDEF) comme **les unités non spécialisées employées dans le cadre des “équipes de liaisons et d’observation”** telles que les LOT et les LMT dans les Balkans. Ces unités sont effectivement clairement déclarées comme n’étant pas des unités de renseignement, cependant elles “font du renseignement tout en n’en faisant pas”, elles ont clairement des missions de surveillance, sont orientées par le G2 etc.

**On peut dire, en caricaturant, qu’elles sont au RENS ce que l’engagement PROTERRE est au combat d’infanterie.** Elles apportent une capacité de surveillance de manière ouverte et plutôt passive, dans un milieu permissif où les menaces sont faibles et le recueil des informations est jugé aisé, charge à elles, vraisemblablement, à passer le relais à des équipes plus spécialisées si “on” détecte des indices de choses suspectes.

Un peu de prudence s’impose. Leur immersion dans le milieu “adverse” en fait des capteurs mais aussi des cibles idéales d’intoxication. Ces personnels doivent être prévenus des risques de manipulation, de compromission de leur propre mission, et posséder quelques repères dans la technique de l’entretien. Ils doivent être convaincus que ce mode de contact avec l’adversaire exige une grande rigueur. Un minimum de formation ou plutôt d’adaptation à la mission est indispensable. Il s’agit essentiellement de ne pas compromettre leur mission de contact en se substituant maladroitement à des unités spécialisées.

Enfin, comme il a été dit plus haut, **tout personnel de la force** peut être amené, dans le cours de sa mission principale, à recueillir des informations au contact des populations locales, notamment dans les actions d’assistance et de sécurisation, en particulier en raison de la tradition d’imbrication FOT/population de l’armée française, lorsque ce n’est pas impossible pour raisons de sécurité. Leur animation, car elle reste nécessaire, ressort du domaine de responsabilité des officiers renseignement des corps de troupe (ORCT).

Il est bon de mentionner, maintenant, **quelques difficultés à maîtriser dans l’emploi de ces capteurs**, et qui présentent une acuité différente selon les catégories.

## Grains de sable

**Deux questions majeures** posent problème, **le suivi des sources et l’arbitrage<sup>4</sup> entre capteurs d’une part, l’usage d’interprètes d’autre part.** Elles sont peu sensibles dans la phase de coercition de l’opération, mais se font clairement sentir dès que le dispositif de la force se stabilise, avec notamment superposition des ZRR des différents niveaux. La question des risques auxquels peuvent être confrontés les capteurs humains ne peut pas, non plus, être évacuée.

**La coordination de l’emploi des capteurs n’est pas chose simple.** La superposition des dispositifs et leur relative étroitesse, voire les difficultés d’accès aux bases de données font qu’une même source humaine peut être traitée par plusieurs intervenants appartenant à des niveaux hiérarchiques différents. Ce phénomène classique a beaucoup d’inconvénients. Le premier est le risque d’intoxication et la mise au jour des besoins en renseignement, la dispersion inutile des efforts, des faux recoupements : le GTIA rapporte quelque chose, la brigade interroge la même source (sans le savoir), le S2 de la brigade voit alors arriver la même information venant de la même source et considère donc que le renseignement est confirmé etc. SFOR et KFOR ont été et sont encore - potentiellement ? - de hauts lieux du “renseignement circulaire”, voire du simple “téléphone arabe”.

La coordination impose une discipline et une organisation rigoureuse tout autant qu’un système consolidé de comptes-rendus. Enfin, le suivi des sources doit être organisé pour pallier l’instabilité de nos capteurs et contrôler autant que faire se peut la fiabilité de ces sources. En effet, nos interventions se passent toujours dans des pays traumatisés, voire dans la misère, aussi l’intérêt politique, matériel etc. génère de nombreuses “vocations” de sources, dans lesquelles il y a vraiment matière à tri.

En outre, tous les capteurs qui sont déployés dans une zone de brigade, par exemple, sont loin d’être aux ordres du commandant de brigade: il y a ceux des niveaux supérieurs, qui n’ont pas forcément une forte pression de leur chefs pour respecter un éventuel TACON, les forces spéciales, la gendarmerie, le DPSD, divers autres services, sans compter les acteurs des autres nations ressortissant aux mêmes catégories, la constellation d’organisations ressortissant de l’ONU ou de l’UE etc. Une éventuelle coordination avec des “non-subordonnés” ne peut alors que se faire *a minima*, sous forme de *gentlemen agreement*, si tant est que l’on juge opportun de s’ouvrir envers eux de nos actions.

Il faut quand même profiter de l’occasion pour dire quelque chose qui va chagriner mes camarades qui ne sont pas du RENS, mais il vaut mieux dissiper les



SIRPA TERRE

illusions stériles : Les hommes du RENS sont des gêneurs, structurellement. Ils sont gêneurs dans leurs méthodes de recherche : c'est vrai depuis saint Raphaël, dans la Bible - récent saint patron donné au renseignement -, c'est vrai dans les produits de l'exploitation depuis la Cassandre de la guerre de Troie - qui aurait très bien pu faire une patronne laïque du RENS, vierge et martyr ! -, quant aux "hommes du RENS qui cachent des choses au niveau tactique", les habitants de Coventry en savent quelque chose, eux que Churchill a sacrifiés pour ne pas risquer de dévoiler qu'il déchiffrait la machine Enigma...

Donc, "des types incontrôlés qui grenouillent dans ma zone sans me rendre compte", vous en aurez - potentiellement - aussi longtemps que vous aurez des chefs, militaires ou politiques.

**L'obstacle de la langue reste ensuite un écueil majeur.** Autrefois, l'officier renseignement était souvent un personnage qui maîtrisait une langue étrangère. Aujourd'hui, rares sont les individus qui possèdent le

fonds culturel nécessaire à la compréhension de l'adversaire, surtout quand nos adversaires se recrutent dans des zones très éloignées de notre univers culturel. Le truchement d'un interprète est souvent le seul véritable moyen de communication. Il a ses limites. L'interprète peut lui-même travailler pour la partie adverse, ou être soumis à des pressions. Il ne possède pas toujours très bien notre langue. Pour une source, il n'est pas neutre de voir un compatriote traduire ses propos, il y a donc un témoin à l'échange et ce témoin n'est pas inerte. Le traducteur peut dissimuler ou trahir la pensée de la source, se tromper, en bref il est imparfait.

Ce problème du recrutement et de fidélisation des interprètes est aujourd'hui un goulot d'étranglement majeur dans l'efficacité de la fonction renseignement et un frein important dans le développement du renseignement conversationnel.

- 1 Les amateurs de langage précis peuvent se rapporter à la doctrine du renseignement des forces terrestres pour voir la différence qu'il y a entre "information" et "renseignement", distinguo non superflu en renseignement surtout dans le ROHUM-C.*
- 2 Groupement de recueil de l'information.*
- 3 Terme à comprendre, jusqu'à ce jour, comme "prisonniers de guerre", même si un élargissement de la notion est en cours.*
- 4 Couramment appelé deconfliction dans l'OTAN, mais terme qu'il vaut mieux laisser aux contrôleurs aériens en français.*

Il ne faut néanmoins pas être pessimiste et, pour ma part, je crois beaucoup au rôle du renseignement conversationnel dans les opérations de stabilisation. Nous avons **des capacités qu'il faut savoir utiliser**, nous avons même un déficit capacitaire important.

Ce n'est pas pour autant que l'on peut se livrer à "l'amateurisme". Il faut déjà du discernement dans la chaîne du commandement pour bien apprécier, selon le cadre d'engagement et la nature des renseignements recherchés, quel type de capacités est nécessaire.

Il faut ensuite **du sérieux et de la méthode**. Le renseignement humain de type conversationnel est fragile par essence. Même pratiqué par des professionnels de l'entretien, il doit être **impérativement contrôlé, recoupé et soumis au doute**. S'il peut être excellent et fournir très rapidement des informations à haute valeur, il peut aussi être une source d'intoxication.

**En aucun cas il ne doit être pratiqué par du personnel non préparé.**